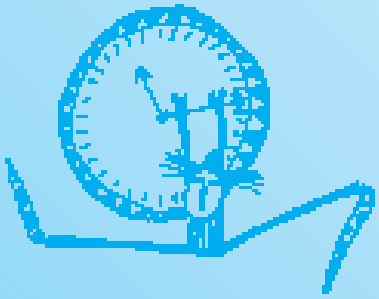
La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1019 - mars 2002 - SOMMAIRE:



• ÉDITORIAL

page 3 — Restons optimistes !

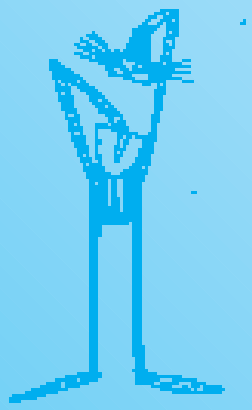
Marie-Louise Duboin constate que la civilisation régresse à Guantanamo, que de belles déclarations ont été faites à Porto Alegre, mais que fabriquer gadgets ou armes, c'est toujours créer des emplois... Il faut donc de l'optimisme pour continuer à réfléchir à demain.

• ACTUALITÉ

page 2 — Au fil des jours,

page 4 — Porto Alegre II !

Le Forum social mondial exprime de bons principes généraux et projette de nombreuses mobilisations.
Celui des Parlementaires s'engage en un réseau afin que les politiques améliorent la démocratie et l'accès pour tous aux droits élémentaires.



• RÉFLEXION

page 7 — Rien n'est plus inconfortable que le scepticisme.

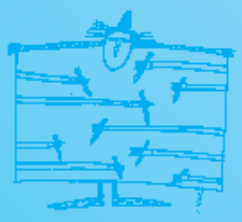
Colette Buguet prend parti, il faut dénoncer tous les fanatismes et toutes les dominations qui portent atteinte aux droits de l'homme et de la femme ou mettent en cause la démocratie.

page 8 — Sur un scandale,

Gérad-Henri Brissé revient d'un périple planétaire, scandalisé par les dégâts du néolibéralisme et plus convaincu que jamais de l'urgente nécessité d'une économie distributive.

page 11 — Égocentrisme primaire,

Claude Melançon témoigne du chauvinisme qu'il vient d'observer aux Etats-Unis : la population, sûre que Dieu est de son côté, gobe les propos de Bush comme elle a avalé les couleuvres des dirigeants d'Enron dont la malhonnêteté est effarante.



• DÉBATS

page 12 — Pour ou contre le revenu garanti,

Jean-Pierre Mon analyse l'opinion exprimée sur l'allocation universelle par trois marxistes qui viennent d'en débattre.

page 15 — Courrier des lecteurs.

• UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS PROPOSITIONS FIGURAIT, EN QUATRE PAGES, DANS NOTRE N° 993.

AU fil DES JOURS

Les États-Unis et les armes biologiques

143 pays ont ratifié la convention de 1972 interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'acquisitions d'armes biologiques. Depuis 1995, un protocole additionnel de vérification est en cours d'élaboration mais les États-Unis ne veulent absolument pas le signer. Le 25 juillet 2001, ils avaient purement et simplement claqué la porte en rejetant toute éventualité de contrôle international de leurs laboratoires et de leurs arsenaux, sous prétexte de mise en danger de leur sécurité nationale. Après les événements du 11 septembre, on pouvait penser qu'ils se montreraient plus réceptifs aux craintes de prolifération exprimées par leurs partenaires. Il n'en a rien été : si le sous-secrétaire américain chargé du contrôle des armements s'est personnellement déplacé pour assister à l'ouverture de la cinquième conférence des États parties à la Convention sur les armes biologiques de Genève, ce n'était que pour redire l'inutilité d'un protocole additionnel et réaffirmer l'opposition des États-Unis à toute mesure contraignante de contrôle international. *«Ce protocole est mort»* a-t-il asséné. Et il a continué son intervention en s'en prenant à l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, la Lybie, le Soudan et la Syrie qu'il a accusés d'avoir violé la convention sur les armes biologiques ! Comble du mépris et du cynisme, il a quitté les lieux sans même prendre la peine d'écouter les réponses des pays incriminés.

Or, dans ce domaine comme dans tant d'autres, le gouvernement américain n'exprime pas la volonté de son opinion publique : outre plusieurs associations scientifiques et organisation non gouvernementales américaines, 80% des citoyens américains interrogés pensent que les inspections d'entreprises publiques ou privées liées à la fabrication ou l'entreposage d'armes biologiques devraient être contraignantes et non pas volontaires ; 72% d'entre eux considèrent qu'il est essentiel de s'assurer que de telles armes ne soient pas produites du tout, plutôt que de garantir leur secret de fabrication[1].

Chacun son rôle

Dans la guerre contre le terrorisme que les États-Unis veulent mener comme bon leur semble, sans prendre l'avis de leurs alliés, les quinze européens sont *«réduits au rôle de bailleurs de fonds, sinon de supplétifs de l'US Army, du Kosovo à la Palestine, en passant par l'Afghanistan[2]»*. Face au député RPR Claude Lelouche, membre de la Commission de la Défense de l'Assemblée Nationale, Paul Wolfowitz, le sous-secrétaire américain à la Défense, a résumé crûment la position américaine : *«Les Américains font la cuisine et les Européens la vaisselle»*. On ne sait pas comment a réagi Lellouche, mais les Européens ne sont pas restés sans réaction, comme en témoigne, entre autres, la déclaration d'Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères : *«Nous sommes menacés d'un nouveau simplisme, qui est de ramener tous les problèmes du monde à la seule lutte contre le terrorisme, ce qui n'est pas sérieux»*.

L'axe "libéral"

Après "l'axe du mal" américain, voici "l'axe libéral". À l'issue de leur rencontre à Rome le 15 février, Tony Blair et Sylvio Berlusconi, le faux travailliste et le vrai fasciste, ont adopté trois documents qui prônent une plus grande "flexibilté" du travail dans l'Union européenne[3]. *«Les trois documents que nous publions aujourd'hui indiquent notre soutien sans faille à des réformes économiques structurelles en Europe qui aident l'emploi et la croissance. C'est un moment important et j'espère que nous obtiendrons l'appui de tous en Europe»*, a déclaré le Premier ministre britannique.

Gageons qu'ils ne tarderont pas à recevoir le soutien de Guy Aznar lors du prochain sommet européen de Barcelone ! Les Français qui vont élire leur Président et leurs députés feraient bien de les interroger sur le sort qu'ils comptent réserver à ce document. Leur *sécurité* en dépend !

J-P Mon.

1. *Le Monde*, 25-26/11/2001.

2. *La vie catholique*, 14-20/2/2002.

3. *Le Monde*, 17-18/2/ 2002.

Mieux vaut en rire

Chacun se souvient que, pour nous aider à passer dans l'euphorie les fêtes de fin d'année, Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi, a envoyé à chacun de nous, et plus particulièrement aux cinéastes français, un de ces cadeaux dont il a le secret : *«L'exception française est morte»* a-t-il dit, ce qui signifie, en clair (nous sommes sur Canal+), que le cinéma français ne recevra plus d'aides financières de sa chaîne de télévision. Interrogé en début d'année sur France-Inter, Jean-Marie Messier minimise évidemment la portée de la phrase et, pour prouver que la France sera toujours présente dans les décisions de Vivendi Universal, il ajoute *: «Imaginez qu'en sortant de vos studios, je me fasse écraser par un autobus (le pauvre Delanoë ne savait pas qu'en créant des couloirs plus rapides pour les autobus de la Ville de Paris, il allait contribuer à la disparition de JMM), eh bien le nom de mon successeur se trouve dans une enveloppe déposée dans un coffre-fort de ma banque et ce nom est français».*

Huit jours après, un des journalistes de France-Inter donne une suite à cette supposition.

La voici : *En sortant des studios de France-Inter, JMM se fait effectivement écraser par un autobus. Tout tremblant, car il craint de ne pas être en odeur de sainteté, il se présente devant Saint Pierre qui lui dit : «Cher JMM, les portes du paradis vous sont grandes ouvertes». Ravi de cet encouragement, JMM se précipite vers le paradis et, horreur, en voit s'échapper de longues flammes menaçantes. Affolé, il revient vers Saint Pierre qui lui dit : «Oh, excusez-moi, j'avais oublié : nous avons fusionné ! »*

Roland Poquet.

Restons optimistes !

par Marie-Louise Duboin

La façon dont l'administration américaine traite les prisonniers qu'elle détient à Guantanamo donne l'impression que la civilisation régresse. Comment se prétendre les défenseurs du "Bien" en employant des méthodes de barbares ? Et que dire de ces perfectionnements "modernes" de détension ? Le discours de G.W. Bush sur l'état de l'Union, fin janvier, son escalade vers une guerre mondiale, après son refus de tout engagement qui, pour tenter de sauver l'environnement, pourrait limiter un tant soit peu l'expansion du modèle américain, ont dû en inciter plus d'un à désespérer plutôt qu'à résister. Et là n'est pas le moindre des dangers. Pour ma part, j'avoue qu'en lisant la lettre d'un lecteur totalement bouché qui m'écris que je fais de "l'anti-américanisme primaire", je me suis demandé si cela valait la peine de se donner tant de mal pour être à ce point compris de travers. Parlons-nous une langue impossible à comprendre ? Abordons-nous vraiment des questions qui n'intéressent personne ? Les esprits sont-ils totalement paralysés par la télévision du style *loft story* et par la publicité, qui, elle, dispose d'énormes moyens de persuasion ? On pourrait le penser quand on voit le peu de réflexion que suscitent, y compris de la part des lecteurs, car nous avions tentés de les stimuler, les campagnes électorales : elles devraient, au moins, amener les citoyens adultes à poser quelques questions, par exemple à propos de la soi-disant modernisation (= privatisation) des services publics… Alors, c'est la campagne-spectacle à l'américaine qui va l'emporter ?

Heureusement qu'il y avait d'autres messages au courrier, dont les deux témoignages de lecteurs Canadiens qu'on trouvera ci-dessous, et qui vous réchauffent le cœur. Grâce à eux, nous ne nous laisserons pas abattre. D'ailleurs il semble que Dabeliou soit allé tellement trop loin que même au sein de gouvernements européens une lueur de contestation de ses méthodes semblerait enfin se manifester.

*

Quel avenir couve, en ce monde si mal parti ? Début février, bien des regards se sont tournés vers Porto Alegre, espérant, non sans angoisse, que du second Forum Social Mondial (FSM) allaient enfin sortir des propositions constructives pour un autre monde possible. On en jugera par les deux déclarations finales, celle de l'ensemble du Forum et celle des parlementaires, que nous reproduisons à cette fin. Deux preuves que le refus de la mondialisation néolibérale commence à être pris au sérieux : les médias ont beaucoup plus parlé du second FSM que du premier, et, par contre, le FÉM de Davos à New-York semble avoir perdu son attrait pour certains "meneurs" de la World company… Mais ne nous y fions pas. Si à Porto Alegre se manifeste une très grande volonté "contre" il serait illusoire d'en attendre un projet qui fasse l'unanimité "pour" une autre mondialisation. D'ailleurs, je ne pense pas qu'il faille chercher une autre mondialisation, sauf pour régler les problèmes qui sont évidemment de nature globale (ceux liés à l'environnement par exemple). Mais, tout en résistant à celle qu'impose le marché financier, l'important n'est-il pas de veiller à ce que chaque civilisation puisse disposer des moyens de s'épanouir selon ses aspiration propres et sans entraver celle des autres ? L'actuelle mondialisation commerciale est prônée par les pays riches à seule fin de trouver à l'extérieur de nouveaux marchés pour leurs productions. Celles-ci sont plus que suffisantes pour y éradiquer la misère, à condition de partager autrement les richesses produites. Il serait donc temps de se demander comment, mais cela implique de mettre en cause la formation et la distribution des revenus.

*

Justement, un colloque franco-français a été organisé à propos de l'allocation universelle. Mais il en ressort, hélas, que le travail salarié, même aliénant, même pour produire n'importe quoi, d'inutiles gadgets ou des armes plus en plus diaboliques, peu importe, fait toujours l'objet d'une véritable vénération.

Il y a donc encore beaucoup à expliquer, à discuter, à découvrir et à faire découvrir, à réfléchir et à faire réfléchir.

C'est pour cela nous ne pouvons pas nous laisser aller au désespoir. Alors soyons optimistes pour cette simple et bonne raison qu'il reste encore tant à faire !

Voici d'abord l'essentiel de l'appel, rassemblé en seize points, des mouvements sociaux réunis au second Forum Social mondial :

Porto Alegre II

Résistance au néolibéralisme, à la guerre et au militarisme, pour la paix et la justice sociale.

1. Face à la détérioration croissante des conditions de vie des peuples, nous, mouvements sociaux du monde, nous sommes réunis à *plusieurs dizaine de milliers* au second Forum social de Porto Alegre. Nous sommes ici ensemble malgré les tentatives pour briser notre solidarité. Nous sommes revenus pour poursuivre nos luttes contre le néolibéralisme et la guerre, pour confirmer nos engagements de l'an passé et réaffirmer qu'un autre monde est possible.

2. *Notre diversité* est grande, femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans abris, retraités, étudiants, immigrés, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité. Notre mouvement de solidarité est global, uni dans une même détermination contre la concentration de la richesse, l'extension de la pauvreté et des inégalités, contre la destruction de notre terre. Nous construisons des solutions alternatives, et nous les mettons en œuvre de façon créative. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance *contre un système* basé sur le sexisme, le racisme et la violence, un système qui privilégie systématiquement le capital et le patriarcat sur les besoins et les aspirations des peuples.

3. Ce système est dramatique. Chaque jour, des femmes, des enfants, des personnes âgées meurent de faim, ou faute d'accès aux soins médicaux. Des familles entières sont expulsées de leur foyer par faits de guerres, par des projets industriels pharaoniques, par le désaisissement de leurs terres, et par des désastres environnementaux. Des populations entières souffrent du chômage, des attaques contre les services publics et la solidarité.

4. Les événements du 11 septembre ont introduit une rupture dramatique. Après les attaques terroristes que nous condamnons sans réserve, de même que *nous condamnons toute attaque contre des civils* partout dans le monde, le gouvernement des États-Unis et ses alliés ont déclenché une riposte militaire massive. Au nom de "la guerre contre le terrorisme", *des droits civiques et politiques sont remis en question* partout dans le monde. […] On assiste au début d'une guerre globale permanente qui vise à renforcer la domination du gouvernement des États-Unis et de ses alliés. Cette guerre révèle une autre face du néolibéralisme, brutale et inacceptable. L'islam est satanisé tandis que le racisme et la xénophobie sont délibérément exacerbés. Les médias prennent une part active dans cette campagne en divisant le monde entre "Bien et Mal". *L'opposition à la guerre est constitutive de notre mouvement*.

5. La déstabilisation du Moyen-Orient s'en est trouvée accrue, fournissant un prétexte à une répression redoublée contre le peuple palestinien. Nous considérons qu'il y a urgence à nous mobiliser *en solidarité avec le peuple palestinien* et son combat pour l'autodétermination alors qu'il subit une occupation brutale par l'État d'Israël. Cette question est vitale pour la sécurité collective de tous les peuples de la région.

6. L'actualité inscrit nos combats dans l'urgence. En Argentine, la crise financière causée par la politique d'ajustement structurel du FMI, et une dette sans fin, ont précipité la crise sociale et politique. Spontanément, les classes moyennes et les travailleurs se sont mobilisés, subissant une répression meurtrière et provoquant la chute de gouvernements. Les mobilisations populaires se sont développées autour de demandes élémentaires, nourriture, emploi et logement. Nous rejetons *la criminalisation des mouvements sociaux* en Argentine et condamnons les attaques contre les droits démocratiques et la liberté.[…]

7. L'effondrement de la multinationale *Enron* illustre la banqueroute de l'économie casino et la corruption d'hommes d'affaires et de politiciens qui ont délibérement sacrifié les salaires et les retraites des salariés. Dans les pays en voie de développement, *cette multinationale menait des activités frauduleuses*. Ses projets ont conduit à l'expulsion de populations entières de leur terre et à de fortes hausses du prix de l'eau et de l'électricité.

8. Le gouvernement des États-Unis, dans ses efforts pour protéger les intérêts des grandes entreprises, s'est refusé avec arrogance à respecter les accords de Kyoto sur le réchauffement de la planète, les traités antimissiles et antibalistiques, les conventions sur la biodiversité, la conférence de l'ONU contre le racisme et l'intolérance, les discussions sur les livraisons d'armes légères. C'est ainsi que l'*unilatéralisme des États-Unis* sape les tentatives de solutions multilatérales aux problèmes globaux.

9. À Gênes, le *G8* a échoué dans la fonction de gouvernement global qu'il s'était attribuée. Confrontés à une mobilisation et à une résistance massives, les gouvernements du G8 ont répondu par la violence et la répression, *traitant comme des criminels ceux qui avaient osé protester*. Cette politique d'intimidation a échoué.

10. Tout ceci se déroule dans un contexte de récession mondiale. Le modèle économique néolibéral détruit les droits et les moyens d'existence des peuples. Ne reculant devant rien pour protéger leurs marges de profits, *les multinationales licencient*, réduisent les salaires et ferment les entreprises. Les gouvernements gèrent cette crise économique en privatisant, en effectuant des coupes claires dans les budgets sociaux, et en s'attaquant aux droits des travailleurs. Cette *récession montre le caractère mensonger des promesses néolibérales de croissance et de prospérité*.

11. Le mouvement global pour la justice sociale et la solidarité doit relever d'énormes défis : notre combat pour la paix et la sécurité collective implique de s'attaquer à la pauvreté, aux discriminations, aux dominations et de s'engager dans la construction d'une société durable et alternative. Les mouvements sociaux condamnent énergiquement la violence et le militarisme comme moyens de résolution des conflits […], le commerce des armes et l'augmentation des dépenses militaires, le blocus économique contre les peuples, en particulier contre Cuba, contre l'Irak et d'autres pays. Ils *condamnent l'escalade répressive contre les syndicats, les mouvement sociaux et les militants*.

Nous soutenons les luttes des syndicats et des salariés tant du secteur traditionnel que du secteur informel. Elles sont essentielles pour défendre les conditions de travail et de vie, le droit de s'organiser, de se mettre en grève, de négocier des accords collectifs à différents niveaux, et d'obtenir l'égalité des salaires et des conditions de travail entre femmes et hommes. Nous rejetons l'esclavage, l'exploitation des enfants. Nous soutenons les luttes

des syndicats et des travailleurs contre la précarisation, la sous-traitance du travail et les licenciements. Nous exigeons de *nouveaux droits transnationaux* pour les salariés des compagnies multinationales et de leurs filiales, en particulier dans le domaine de la syndicalisation et de la négociation collective.

12. Les politiques néolibérales génèrent misère et insécurité. Elles ont considérablement augmenté l'exploitation sexuelle et les trafics de femmes et d'enfants. Pauvreté et insécurité créent *des millions de migrants* qui se voient dénier leur dignité, leur liberté et leurs droits fondamentaux. Nous exigeons *la liberté de circulation, le droit à l'intégrité physique et un statut légal pour tous les migrants*. Nous défendons le droit des peuples indigènes et exigeons l'inclusion et l'application de l'article 169 de l'OIT dans les législations nationales.

13. La dette externe des pays du Sud a été remboursée plusieurs fois. Illégitime, injuste et frauduleuse, la dette fonctionne comme un instrument de domination, au seul service d'un système d'usure international. Les pays qui en exigent le paiement sont ceux là mêmes qui exploitent les ressources naturelles et les savoirs traditionnels du Sud. Nous demandons son *annulation sans condition ainsi que la réparation pour les dettes historiques, sociales et écologiques*.

14 *L'eau, la terre, les aliments, les bois, les semences, les cultures et les identités des peuples sont* ***le patrimoine de l'humanité*** pour les générations actuelles et futures. Il est fondamental de *préserver la biodiversité*. Les peuples ont droit à une nourriture saine, libre de tout organisme génétiquement modifié. L'autosuffisance alimentaire locale, régionale et nationale est un droit élémentaire ; les réformes agraires démocratiques et l'accès des paysans à la terre sont fondamentaux. Nous soutenons *les mouvements paysans en lutte* pour la préservation de leurs terres, de leurs forêts, de leur eau, et des conditions de vie correctes.

15 Le sommet de Doha a confirmé le caractère illégitime de l'OMC. Son "agenda de développement" ne défend que les intérêts des multinationales […]. Pour nous, *la nourriture, les services publics, l'agriculture, la santé et l'éducation ne sont pas à vendre*. Nous rejetons le brevetage et le commerce du vivant. L'OMC relaie ce programme global par des traités régionaux de libre échange et des accords sur les investissements. En protestant et en se mobilisant massivement contre l'ALCA, les peuples expriment leur rejet de la nouvelle colonisation que constituent ces accords de destruction de droits et de valeurs fondamentales, sociales, économiques, culturelles et environnementales.

16. Nous renforcerons notre mouvement en menant des actions et des mobilisations communes pour la justice sociale, pour le respect des droits et des libertés, pour la qualité de la vie, l'égalité, la dignité et la paix :

En résumé, nous luttons :

- pour le droit des peuples à connaître et critiquer les décisions de leur propre gouvernement, particulièrement en ce qui concerne leur politique au sein des institutions internationales. Alors que nous luttons pour l'établissement d'une démocratie électorale et participative dans le monde, nous insistons sur la nécessité de démocratiser les États et les sociétés, de lutter contre les dictatures.
- pour l'abolition de la dette externe et les réparations,
- pour contrer les activités spéculatives, par la création de taxes spécifiques telles que la taxe Tobin et l'abolition des paradis fiscaux,
- pour le droit à l'information,
- pour les droits des femmes contre la violence, la pauvreté et l'exploitation,
- pour la paix, nous affirmons le droit de tous les peuples à la médiation internationale avec la participation d'acteurs de la société civile indépendants. Contre la guerre et le militarisme, contre les bases et les interventions militaires étrangères, et l'escalade systématique de la violence, nous privilégions le dialogue, la négociation et la résolution non violente des conflits.
- pour le droit des jeunes à l'accès à une éducation publique gratuite, à l'autonomie sociale et pour l'abolition du caractère obligatoire du service militaire,
- pour l'autodétermination de tous les peuples, en particulier des peuples indigènes.

Nous allons organiser des mobilisations collectives :

- 8 mars, journée internationale de la femme.
- 17 avril, journée internationale de la lutte paysanne.
- 1er mai, fête du travail.
- 7 octobre, journée mondiales des sans abri.
- 12 octobre, à l'appel des exclus(es).
- 16 octobre, journée mondiale de l'alimentation.

Rappel des mobilisations globales en 2002 :

- 15-16 mars à Barcelone, sommet des chefs d'États de l'U. E.
- 18-22 mars à Monterrey, le financement du développement.
- 1er mai, journée d'action sur le militarisme et pour la paix.
- 17-18 mai à Madrid, sommet Amérique latine et Caraïbes.
- Mai à Shangaï, banque asiatique de développement.
- Fin mai à Djakarta, préparation de Rio + 10.
- 8-13 juin à Rome, sommet mondial de la FAO.
- 21-22 juin à Séville, sommet des chefs d'Etat de l'U. E..
- Juillet à Toronto et Calgary, sommet du G8.
- 22 juillet : campagne américaine contre Coca Cola.
- Fin août à Johannesbourg, Rio + 10.
- Septembre à Copenhague, sommet Asie-Europe (ASEM).
- Octobre à Quito, forum "une nouvelle intégration est possible".
- Novembre à La Havane, rassemblement contre l'ALCA
- Novembre à Mexico, conférence ministérielle de l'OMC.
- Décembre à Copenhague, chefs d'Etats de l'U. E.

Au sein même du Forum social mondial de Porto Alegre s'était constitué l'an dernier un Forum des parlementaires. Dans sa déclaration finale publiée dans la GR N°1008, il affirmait :*« Il est de notre rôle de parlementaires de soutenir l'action des syndicats et associations à finalité sociale, démocratique ou environnementale qui s'engagent ensemble dans la mise en œuvre d'alternatives à l'ordre néolibéral»* et, à cette fin, il s'engageait à constituer un réseau international de parlementaires décidés à réfléchir ensemble aux solutions alternatives. Ce forum s'est réuni une seconde fois au Forum social de Porto Alegre et les parlementaires ont fait le bilan de leur rencontre, que Guillaume Bertrand rapporte ici :

Bilan sur le forum des parlementaires

Le Forum des parlementaires réuni à l´occasion du Forum Social Mondial (FSM) faisait, le 3 février, le bilan de leur rencontre achevée la veille. Plus de 800 parlementaires issus de 40 pays avaient fait le déplacement à Porto Alegre dont 15 du Brésil, 78 d´Italie, 77 de France, 70 d´Argentine, 31 de Belgique... un représentant pour Bruneï, Chine, Philippines, Maroc.
A l´occasion de ce Forum, plusieurs résolutions ont été adoptées concernant les thématiques de base que l´on retrouve dans le FSM : l´instauration de moyens de contrôle des flux financiers, l´annulation de la dette des pays les plus pauvres, l´étude sur le rééchelonnement de la réduction de la dette pour les autres pays du Tiers-Monde ou encore la non marchandisation du vivant...
D´autres motions s´intéressent au nouveau contexte géopolitique sur le plan international : la motion concernant les évènements du 11 septembre rejette toute forme de terrorisme comme il dénonce clairement la politique de Bush : *«on ne peut prétendre réduire le terrorisme tout en violant le droit international... cette politique ne peut que renforcer le racisme et le terrorisme»*. De même le Forum des Parlementaires a clairement dénoncé les déclarations du secrétaire d´État américain Colin Powel qui au cours de ces derniers jours a indiqué que des pays tels que l´Irak, l´Iran... pourraient constituer des prochains objectifs d´attaque.
L´autre but de la rencontre était de constituer un réseau mondial des parlementaires. Il est vrai que des régions du monde tel que les États-Unis, l´Asie ou l´Afrique ne sont pas encore très représentées, même si des progrès notables sont à constater depuis l´an dernier en termes de mobilisation des parlementaires à l´échelle mondiale. Ils se sont donné comme objectif pour ce réseau d´être un outil de pression efficace pour agir sur les gouvernements et les institutions internationales dans le sens des thématiques portées par la société civile.
La nécessité de maintenir le Forum des Parlementaires en même temps que le FSM a été réaffirmée dans le but de créer un lien plus étroit entre la société et les politiques. Il ne reste plus qu´à espérer que ce travail amorcé se traduise par des améliorations substantielles sur le plan de la démocratie et de l´accès aux droits.

Parallèlement, depuis près de deux ans, des hommes d'État et des intellectuels, réunis à l'invitation du président de Slovénie, réfléchissaient aux conséquences des mutations qui affectent notre monde et aux voies d'une transformation profonde des rapports entre les sociétés humaines à l'échelle de la planéte. Confortés par les attentats de septembre dans leur conviction qu'il y a urgence à répondre aux désordres du monde, et persuadés que la solution ne saurait venir de la seule riposte militaire, ils lancent un appel pour la création d'un

Collège international éthique, politique et scientifique

Voici en substance l'essentiel de cet appel :

Trois défits fondamentaux

Trois grands défis, écologique, économique et éthique, apparaissent liés aux dérèglements que connaît l'humanité. Leur caractère mondial exige la mise en place d'une responsabilité elle-même mondialisée.

Menaces écologiques

Notre biosphère est fragile. Réchauffement du climat, manque d'eau potable dont souffrent deux milliards d'êtres humains, empoisonnement de nos sols, pillage de la nature, gaspillage d'énergie, effets désastreux des catastrophes technologiques, expansion de pandémies mortelles appellent la construction d'un pacte mondial pour la préservation de l'environnement.

Dérèglements économiques et financiers

La sécurité ne peut exister dans un monde dérégulé, qui tolère les paradis fiscaux, l'anonymat des sociétés offshore et le blanchiment de l'argent hors-les-lois et où les impératifs de la valorisation financière guident l'avancée de la recherche.

Crise du sens et de la pensée

Les formidables avancées techniques et scientifiques que l'humanité doit à son intelligence doivent être mises au service d'une qualité d'humanité renouvelée.

Une réponse civique et éthique

Une citoyenneté, puis une démocratie mondiale doivent émerger, fondées sur l'inviolabilité de la vie humaine, le respect de la dignité humaine et la responsabilité envers les générations futures.

Le Collège devra avoir une triple fonction :

— de veille et d'alerte sur les principaux risques,
— de discernement quant à leur nature et à la qualité des moyens d'y faire face,
— de conseil auprès des gouvernements et institutions internationales (ONU par exemple).

Rien n'est plus inconfortable que le scepticisme

par Colette Buguet

Oui, il faut prendre parti ! Plus que jamais. Et le débat salutaire soulevé par Jean-Claude Pichot le prouve : la raison d'être de la *Grande Relève* n'est-elle pas dans l'analyse des mécanismes économiques qui menacent la démocratie dans notre village planétaire ? La réponse de Marie-Louise Duboin, dans le numéro de janvier, tout comme son éditorial de novembre 2002 en attestent. Sans doute, dans les circonstances, aurions-nous le goût de mener le débat sur le terrain des valeurs sociales, morales et religieuses qui, elles aussi, sont en cause dans la notion de démocratie. Au risque d'élargir la mission du journal, rien ne nous empêche de le faire et de dénoncer tous les fanatismes barbares qui imposent la domination (machiste) au mépris des Droits de l'Homme et de la Femme, telles les pratiques de l'excision et de la charia. Mais, auparavant, je demande à J-C.Pichot jusqu'où peut s'exercer notre «*esprit de tolérance et d'acceptation de l'autre ?*»

Il est vrai que nous avons été tétanisés et pris de court devant la complexité de l'analyse des événements du 11 septembre à New-York. Montréal est à une petite heure d'avion, nous y avons des êtres chers et aimons faire de petites escapades dans ce paradis culturel. L'horreur en direct venait à bout de notre viscéral sentiment de sécurité nord-américain. Avant le 11 septembre, nous étions loin des guerres du monde et loin des massacres perpétrés par les fous de Dieu, notamment contre les femmes musulmanes en Algérie. Comme Jean-Claude Pichot et tant d'autres, nous avons été pétrifiés par l'émotion : douloureuse compassion pour les milliers de victimes, colère contre les terroristes fanatiques. Marie-Louise Duboin n'a pas eu le droit au silence, il lui fallait parler. Je peux témoigner de sa réticence angoissée devant l'éditorial à venir puisque nous étions à ses côtés au lendemain des attentats.

J'ai relu l'éditorial en cause «*Sainte alliance contre …Droits de l'Homme*», il n'est pas manichéen, il met sans concessions l'éclairage sur les mécanismes économiques qui engendrent des guerres iniques non pas contre le terrorisme et le fanatisme religieux mais contre des peuples déjà victimes de ceux-ci. Ainsi, il ne dénonce pas les Américains comme peuple, mais il démontre le cynisme et les complicités des pays, dont le nôtre, et des instances soi-disant respectables, comme l'ONU, dans la défense des intérêts économiques. Du reste, vous souvenez-vous de la mise en garde de M-L Duboin en novembre 1999 dans son éditorial titré «*Ne nous trompons pas de cible*» ? On y lisait d'entrée de jeu : «*La mobilisation contre ce qui est proposé aux négociations de Seattle a parfois des allures de déclaration de guerre aux Étatsuniens. Mais en criant "US bœuf-aux-hormones-go home !" il ne s'agit pas de jeter l'anathème sur "les Américains" mais bien sur les méthodes qui sont celles du marché libéral, et qui dominent le monde entier.*»

Sa recension objective des faits dans «*Faut-il suivre ?*» en janvier 2002 va dans le même sens, sans justifier pour autant la folie meurtrière des intégristes musulmans, elle nous invite à réagir à la politique militariste de Bush : à ses limites dans la lutte au terrorisme et à ses conséquences dramatiques pour les peuples qui ont la malchance d'être sur le chemin des intérêts économiques américains, et des nôtres par voie de conséquence.

Non, il ne faut pas suivre ! Même si le scepticisme est inconfortable et la prise de distance qui évite de tomber dans le manichéïsme ou l'angélisme, difficile. L'Association américaine pour l'avancement de la science[1] (AAAS) en a fait l'expérience. À l'occasion de la réunion spéciale qu'elle a convoquée (14 février 2002) sur la guerre au terrorisme, l'AAAS, soulignant le fait que le président Bush abhorre les traités internationaux limitant la liberté d'action des États-Unis, elle s'est inquiétée : «*Comment la coalition antiterroriste peut-elle être transformée en des formes permanentes de coopération sur les armes de destruction massive ?*» Elle craint par ailleurs «*qu'une fièvre monte dans la communauté scientifique : la notion que la science soit utilisée comme elle l'a été lors de la Seconde Guerre mondiale, que le rythme des découvertes soit freiné, que la qualité de la vie intellectuelle soit affectée*[2]».

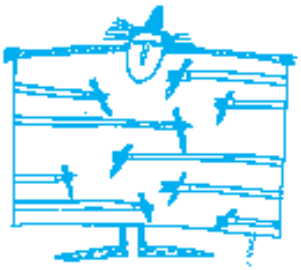
Aidons nos amis américains à garder l'esprit critique pour ne pas sombrer dans un nationalisme primaire, à rester vigilants devant les dérives de leur gouvernement, à s'ouvrir les yeux devant l'expansion de la guerre à d'autres fins que la lutte au terrorisme, devant les manifestations du Ku Klux Klan, devant les magouilles (Enron[3]) qui jettent dans la misère des milliers de petits actionnaires tandis que s'enrichissent les grands patrons initiés. Aidons-les à ne pas jouer les apprentis sorciers et à garder le cap sur la démocratie et l'universalisme chers aux fondateurs de la Constitution de 1787.

Comment le faire sans dénoncer les mécanismes économiques qui créent des situations mises à profit par les terroristes ?

1. Cette association regroupe 138.000 membres et publie *Science*, une revue trés sérieuse et lue dans le monde entier. Son congrès annuel réunit de l'ordre de 4.000 scientifiques.

2. Mathieu Perreault, *La Presse*, Montréal 14 février 2002.

3. Sur les agissements de cette société américaine voir *Un cas d'école* GR N°1018, p. 4.



C'est un périple planétaire que vient de faire le journaliste G-H Brissé. Il a pu constater que cette idéologie néolibérale qui fut imposée sous l'administration Reagan, a orienté l'économie vers la seule façon qui reste de tirer profit des clients encore solvables, le gadget et le gaspillage, accélérant le pillage des ressources et la désocialisation du monde. En cette période électorale, il entend faire savoir que sa conviction en sort renforcée que l'euro n'y change rien et que ce scandale ne prendra fin qu'avec une économie distributive.

Sur un scandale

par Gérard Henri Brissé

Souvenez-vous : il y a à peine dix-huit mois, les meilleurs experts ès sciences économiques, de Washington à Paris, de Londres à Tokyo, nous annonçaient une croissance indéfinie, des monceaux de records boursiers, le retour annoncé au plein emploi, grâce à "la nouvelle économie".

C'était l'époque bénie des "start-up" (en français: "jeunes pousses") qui proliféraient à partir de rien, de capitaux sortis de nulle part qui allaient s'épanouir comme des champignons à la belle saison. Une nouvelle génération de "net-set" allait supplanter la traditionnelle "jet-set", comme autant de "bo-bo", ces enfants bohèmes à l'imagination débridée et à l'allure décontractée, elle tiendrait la dragée haute aux vieux caciques de la génération un peu guindée de "l'ancienne économie", en costume-cravate.

La prospérité était annoncée comme continue, linéaire, éternelle. On avait rompu avec les cycles économiques, la récession...

Et le plein emploi suivrait.

Un déterminisme ravageur

Et puis, patatras ! Ce trop mirifique schéma, enfant de la financiarisation débridée, du monétarisme à tout crin, de la recherche du productivisme à tout prix, s'est écroulé. On ne peut indéfiniment tirer sur la corde de la spéculation, à force de s'évader vers le virtuel, elle finit par s'effondrer. On a oublié que les nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information, ne sont qu'un outil, un moyen, et non une fin en soi.

Sur un plan plus général, cette mouvance s'inscrit dans ce courant d'idées qui remonte aux années 1970, avec les thèses édictées par l'économiste Milton Friedman et son "École de Chicago" qui firent les beaux jours du régime d'Augusto Pinochet et de quelques dictateurs d'Amérique Latine. Elle introduit "le marché" comme un nouveau déterminisme, la concurrence des entreprises et la compétition individuelle comme seuls mobiles de la création de richesses. Elle considère les méfaits visibles du développement économique ainsi conçu comme un phénomène inéluctable, un coût à payer pour parvenir à un ordre mondial idéal.

Ce système-là ressemble à ces cyclônes tropicaux qui s'enclenchent dans la douceur, déversent une pluie bienfaisante, puis, incontrôlés, finissent par tout détruire sur leur passage.

Nul, hormis quelques adeptes attardés de la dictature du prolétariat, ne contestera les bienfaits du libéralisme : qui ne souscrit, en effet, à une doctrine qui tend à promouvoir la liberté personnelle et la libre adhésion des citoyens à l'avènement de sociétés qui s'en réclament ? Mais la philosophie libérale présuppose le primat du politique sur l'économique, autrement dit la nécessité de choix politiques en termes d'arbitrage.

L'ultra-libéralisme, ou encore néo-libéralisme, c'est autre chose : un déterminisme qui considère que "la loi" du marché et des transformations structurelles qu'elle sous-tend, prime tout le reste. Il tend à ignorer les exigences de redistribution équitable des richesses acquises, et de légitimité des régulations politiques. Il débouche en réalité sur les concentrations, les fusions d'entreprises, la globalisation, la mondialisation des échanges, avec sa contrepartie de restructurations d'entreprises pour le seul profit de leurs actionnaires, avec une transformation inquiétante du travail vers la précarité, l'utilitarisme, la clochardisation *in fine* des salariés mis au rancart, livrés à la sauvagerie sociale.

Une dangereuse évolution.

La course effrénée aux débouchés artificiels, faute de consommateurs solvables, s'égare dans l'économie du gadget, du jetable, du déchet, de la télé-poubelle en matière de publicité. La glorification d'une concurrence sauvage et devenue improductive, sans repères ou régulations, débouche sur l'économie de gaspillage. Des entreprises évanescentes en viennent à offrir à leurs "clients" un "pont d'or" par le jeu de loteries où l'on ne gagne jamais, de "cadeaux" inutilisables, pour allécher le chaland et écouler des produits-gadgets.

La recherche à tout prix du profit, d'une compétition sans contraintes ni garde-fou, suscite une dangereuse évolution vers le surendettement - des collectivités publiques ou privées, des ménages - et un mouvement inquiétant de désocialisation, de clochardisation des travailleurs victimes de l'exclusion.

Que dire aussi des dégâts causés par ce processus sur l'environnement ? La planète livrée au pillage inextinguible des ressources qu'elle recèle, n'est plus à même, c'est aujourd'hui une évidence, d'absorber, par des mécanismes naturels, l'excès des pollutions en tous genres notamment de dioxyde de carbone, d'ozone et de soufre, engendrées par la folie productiviste.

Ce processus, qui exalte en tous lieux, en cette jungle, la loi du plus fort, trouve sa source et ses applications concrètes au sein d'une hyperpuissance dont le pou-

voir, bien malencontreusement, se résout de plus en plus à un conglomérat de "lobbies", autrement dit de groupes de pression, qui exercent sans contrainte leur pouvoir hégémonique sur la planète. Il s'agit bien là, n'en déplaise aux esprits chagrins, d'un impérialisme que nul contre-pouvoir organisé ne parvient à réfréner.

L'Europe, pour quoi faire ?

L'Europe est-elle en mesure d'assumer une telle mission ? Le continent européen a certes de nombreux atouts dans ce sens ; mais la pusillanimité de ses dirigeants et son incapacité à donner un sens cohérent à ses initiatives politiques, diplomatiques et en matière de sécurité, la place toujours à la remorque des États-Unis d'Amérique. Rien d'étonnant, lorsque l'on considère, pour ne citer que cet exemple, que les fonds de pension américains assument pratiquement cinquante pour cent du pouvoir financier dans les entreprises françaises.

On relèvera certes, en positif, que la construction européenne, en dépit de ses imperfections, a sans doute contribué à éviter le déclenchement d'une troisième guerre mondiale. Mais l'Europe des quinze apparaît bien comme un colosse aux pieds d'argile. Qu'en sera-t-il de l'Europe des vingt-cinq, voire vingt-sept ? Il n'est nul besoin d'être expert pour observer tous les défauts et les dangers de l'actuel édifice européen, plus technocratique, voire ploutocratique, que politique. Entre les pulsions vers un retour au "souverainisme" et un Euroland fédéral à l'américaine, avec sa bannière étoilée, ses États-membres réduits au mieux à la Californie pour l'Allemagne, et l'État de New York pour la France, il y a place pour une Europe confédérale des peuples, ses statuts devant émaner d'une assemblée constituante constituée de deux Chambres (l'une représentant les peuples européens, l'autre les États) et non d'un aréopage de notables supposés plancher sur l'avenir de l'Europe.

Ah oui, me dira-t-on, l'Europe s'est dotée d'institutions communes, y compris bancaires : d'une monnaie unique ! L'introduction de l'euro m'interpelle, en ma qualité d'adepte d'une économie distributive, comme un de ces non-évènements qui, hélas, sont promus très artificiellement à l'instar de la publicité faite pour les marques de lessive. Vous savez, celle qui "lave plus blanc" !

Je me surprends à constater qu'en 1992, 49 % de mes compatriotes, auxquels il convient d'ajouter ceux, nombreux, qui se sont abstenus ou ont voté nul ou blanc, se sont prononcés contre le traité de Maastricht annonçant l'avènement de ladite monnaie unique. Ils auraient sans doute été encore plus nombreux si on leur avait tenu le langage de la vérité, en leur précisant que la création d'une monnaie unique européenne (à ne pas confondre avec une monnaie commune, en l'occurrence l'écu, qui existe depuis une quarantaine d'années) visait à créer l'instrumentalisation d'un grand marché et avait peu de choses à voir avec la construction européenne. On a confondu allègrement "monnaie commune" et "monnaie unique". Et que l'on n'évoque pas aujourd'hui les trop fameux critères de convergence qui contraignent les États-membres à limiter leurs dépenses !

Que dire à présent d'une monnaie, l'euro, qui a perdu depuis sa création 30 % de sa valeur par rapport au dollar, qui continue à se déprécier et qui nous place désormais, nous autres Français, entre autres, dans

Les cocoricos de l'euro

«Réussite à 90% de l'Euro! Les Francs disparus en moins de 15 jours!» Difficile qu'il en aille autrement quand l'ensemble des commerçants, exécuteurs de nouvelles consignes, décidaient, contrairement aux accords passés, de refuser carrément les rendus en francs pour les paiements en francs, asséchant ainsi au rythme des achats, la circulation de l'ancienne monnaie au prix de bien des complications et tracas pour tout le monde ! Mais il fallait éviter un "bogue" du 17 février, l'échange massif des francs encore en circulation contre des Euros répartis préalablement, à l'aveuglette, dans les commerces de détail.

Reste, à présent, à régler la gigantesque facture de l'opération avec ses innombrables implications : un montant que nul n'a cru devoir établir dans sa globalité.

C'est naturellement le consommateur à revenus fixes (salarié, retraité, chômeur, allocataire) qui, à travers les prix, doit supporter l'intégralité de la charge. Les majorations apportées aux prix des biens et des services choisis, de préférence, parmi les millions d'articles non pondérés à l'indice Insee, laissent donc à celui-ci, son rôle d'écran de fumée masquant un taux d'inflation sans aucun rapport avec les annonces officielles.

Appel à la vigilance des consommateurs ? Que peuvent-ils face à la liberté des prix ? La concurrence modératrice ? Un leurre, eu égard à la multitude des "marques", des variétés, des qualités !

L'Euro pour qui ? À quelles fins ? Quelle est sa légitimité démocratique ? Une monnaie commune impliquait un alignement préalable des salaires, des prix, des charges sociales chez les partenaires; un détail oublié ! Et l'euphorie passée, il va falloir, en plus,prendre en remorque, le boulet des pays candidats aux largesses de Bruxelles.

Les contribuables apprécieront…

Une opération "monnaie de consommation", infiniment plus simple, eût recueilli une adhésion quasi générale et ouvert les plus étonnantes perspectives. Une utopie plus crédible que toutes ces viandes creuses que promènent les programmes réformistes.

Henri Muller.

l'impossibilité de la ré-évaluer comme lorsqu'elle s'appelait... le franc ! La réussite technique du passage à l'euro ne s'est pas révélée être un gage de sa solidité, ni de sa capacité à relancer la croissance ou à lutter contre l'inflation.

Et je continue à m'interroger : qui va payer la note (qui se chiffre à plusieurs centaine de milliards de francs) des 14 milliards de billets et des 50 milliards de pièces distribués à grands renforts de coûteuses mesures de sécurité, aux 300 millions de citoyens habitant l'Euroland ?

Qui a évalué le coût de la destruction des anciennes monnaies ? Qui va prendre en charge les quelque 5.000 agents de change réduits au chômage technique, les salaires des "euro-angels" (sic) recrutés à la va-vite dans les administrations, les bureaux de poste, les banques, les transporteurs de fonds et les forces de sécurité qui les accompagnent ? Qui évaluera le temps perdu dans les magasins, les établissements bancaires et postaux, dans des queues d'attente interminables, le coût des transformations des caisses dans les boutiques et des distributeurs de billets, etc ?

La seule réforme qui vaille

Pour les adeptes d'une économie distributive, la seule réforme qui vaille est l'introduction d'une monnaie de consommation non thésaurisable - c'est-à- dire qui ne peut être utilisée à des fins de spéculation - une monnaie "fondante" versée au compte de chacun, de la naissance à la mort, sans discrimination ni considération d'autres revenus, sous la forme de revenu social garanti (RESOG). Appelons cette monnaie "le franc". Sa fonction est de servir à consommer ou utiliser des biens ou des services largement disponibles sur le marché, et préalablement ciblés.

L'avantage de ce processus, qui n'est pas plus compliqué à gérer qu'un hypermarché, est d'introduire en faveur des citoyens-consommateurs, sans exclusive, un droit à la subsistance, un droit ouvert à tous à une authentique sécurité sociale généralisée, par delà les dépenses de santé. À mon humble avis, le RESOG doit constituer un plus, et non s'estimer, du moins dans une première étape, en termes de substitution. La contrepartie devrait en être la perspective ouverte à tous, aux jeunes en particulier, d'une activité utile à la société tout entière. Ce qui pourrait faire l'objet d'un pacte anthropolitique, ou contrat civique.

Les avantages de cette formulation s'avèrent innombrables : harmonisation et meilleure adéquation de l'offre et de la demande des biens et services disponibles, relèvement du pouvoir d'achat, sécurité matérielle, diminution des dépenses de santé, des tares liées à la misère et à l'insécurité sociale (recours à la drogue, à la violence) etc.

Par qui l'instrumenter ? Par les associations de consommateurs, caritatives, écologistes, etc, regroupées volontairement dans cet objectif au sein d'un Syndicat National d'Usagers et de Consommateurs.

Comment le financer ? Les ressources abonderont d'elles-mêmes grâce aux économies issues des bienfaits sociaux cités plus haut, mais aussi à l'augmentation des rentrées de TVA sur la consommation des produits et des services, etc. Ne peut-on envisager de mettre à contribution les établissements financiers et bancaires ?

Lancer cette opération dans un seul pays, en l'occurence le nôtre ? Pourquoi pas ? De son succès dépendra sa valeur d'exemple, et donc d'élargissement au continent européen et, par la suite, à la planète entière.

On ne peut attendre...

Certains m'objecteront que la réforme monétaire ne peut être que mondiale. L'un et l'autre projet ne sont nullement incompatibles. Il est sain de se fixer des objectifs, même si ceux-ci apparaissent difficiles à concrétiser. Mais à force d'attendre un "krach" boursier majeur, qui n'est toujours pas exclu, mais qui, pour l'heure, se fait attendre, nous risquons de nous évader indéfiniment vers l'utopie virtuelle. On ne peut plus attendre : six millions de Français sont aujourd'hui concernés par la grande pauvreté, l'insuffisance de leur revenu, le surendettement lancinant, la misère sociale. L'insécurité grandit. Il importe de mettre un terme, dans l'urgence, au scandale des inégalités croissantes engendrées, dans une société d'abondance, par une conception retorse du développement économique. La seule solution drastique que j'entrevois est l'attribution d'un revenu social garanti. Je n'en vois pas d'autre.

Il est temps de surmonter la tendance quasi générale à l'utilitarisme dans notre société, cet enclin morbide à tout instrumenter sur la base de l'argent fourre-tout. Quand se décidera-t-on à situer la science économique comme la recherche d'une allocation optimale des ressources disponibles, dans la perspective d'une exigence de satisfaction équitable des besoins des personnes ? La personne ne saurait se réduire à l'individu, ou à un pion sur l'échiquier d'une stratégie à vocation totalitaire. Elle se construit au fil du temps et ne peut s'appréhender qu'en termes de liberté et de responsabilité. De Seattle en novembre 1 999, à Porto Alegre en l'an 2002, une prise de conscience est née : de plus en plus nombreux sont les citoyens de cette planète meurtrie et en grand danger de mort, qui manifestent leur désaffection de l'évolution cataclysmique engendrée par la mondialisation économique incontrôlée.

Encore convient-il d'élaborer un contenu concret à ce mouvement d'opinion, faute de quoi il risque de se dissoudre dans les sables mouvants de l'impuissance permanente, ou s'évader dans la violence à vocation rédemptrice.

On peut toujours rêver de supprimer les paradis fiscaux, ou d'imposer les flux de capitaux. En une période où ces derniers sont transférables à la vitesse de la lumière, un tel mode opératoire peut paraître illusoire. Seule une réforme monétaire en profondeur, à la base, peut permettre d'entrevoir une issue.

Et puisque nous sommes en période pré-électorale, je lance un appel solennel à tous les candidats : l'heure est venue, Mesdames, Messieurs, de prendre vos responsabilités, sur un plan d'action qui nous concerne tous !

Les réflexions qui suivent proviennent d'un lecteur Canadien. Il témoigne de ce qu'il a lui-même observé au cours d'un séjour qu'il vient de faire aux États-Unis :

Égocentrisme primaire

par Claude Melançon

Le débat entre Jean-Claude Pichot et Marie-Louise Duboin m'est apparu très sain. En effet, il était salutaire que chacun aille au bout de ses idées sur ce que les Américains appellent le "nine-eleven", les événements du 11 septembre. Et je souscris parfaitement à l'analyse de MLD sur les responsabilités des autorités américaines dans ce drame effroyable et dans tant d'autres sur notre planète mondialisée.

Je reviens d'un séjour d'un mois (janvier dernier) aux Etats-Unis. L'évidence de l'égocentrisme et du nationalisme primaire de trop de citoyens américains saute littéralement aux yeux. Un nombre effarant de voitures arborent le drapeau étoilé, les casquettes, blousons, chemises en sont décorés, une partie importante des habitations le font claquer fièrement au vent. On est bassiné par l'apparition constante des slogans *God bless America* et *United we stand* dans l'affichage public et privé, autant qu'à la télévision. Les meilleurs journalistes des médias écrits et visuels pratiquent sans états d'âme l'autocensure. On ne peut quasiment pas critiquer un seul mot des propos de Bush sans passer pour traître à la patrie. Seules quelques voix isolées osent mettre des bémols sur les décisions iniques de l'Administration, et elles sont vite rabrouées avec violence.

La septième plus grande compagnie mondiale, Enron, vient de faire faillite avec éclat. Ses dirigeants utilisaient une comptabilité truquée par leurs comptables (Arthur Andersen). Ils en ont profité pour vendre leurs actions au plus haut, réalisant un bénéfice de 1,1 milliard de dollars. Puis ensuite, des milliers de leurs employés ont tout perdu de leur cagnotte de retraite car cet avoir était entièrement constitué d'actions d'Enron, dont la valeur est tombée à zéro en quelques jours. Des hommes et des femmes au bord de la retraite, qui doivent se chercher du travail et qui perdent maison, voitures, etc. Il faut savoir que cette fameuse société Enron Energy, basée à Houston et liée aux plus gros intérêts pétroliers a versé des sommes pharamineuses à la campagne électorale de la clique Bush. Et le président le plus mal élu de l'Histoire a eu le culot de dire que ce n'est pas joli de spolier ainsi les employés de leur retraite, mais… que voulez-vous, dans un monde "libre", il faut assumer les conséquences de ses mauvais choix ! Et le public américain de gober ces propos, à preuve la popularité jamais vue du président (80% d'approbation). Je suis convaincu qu'une grande partie des citoyens de ce pays se déresponsabilisent, ne se posent jamais de questions, sont persuadés d'avoir Dieu toujours de leur côté. Ils avalent goulûment toutes les couleuvres que G.W. leur présente, comme dans son dernier discours du 21 janvier sur "l'État de l'Union".

Même les plus virulents opposants démocrates (Hillary Clinton, par exemple), se sentent obligés de l'applaudir. Oussama ben Laden a fait la gloire de ce petit caporal au grand détriment de la majorité de la population mondiale.

Sécurité

La sécurité sera le maître-mot de la prochaine campagne électorale, avec un risque de surenchère.

Les effets de la délinquance certes ne sont pas à négliger, encore ne faudrait-il pas y voir que cet aspect. Une réponse trop sécuritaire, où certains sont prêts à accepter une restriction des libertés individuelles, est un marché de dupes : elle empêche de s'intéresser aux causes.

Pendant les "trente glorieuses", période d'après guerre faste pour l'emploi, les grands groupes industriels employaient des centaines de milliers d'ouvriers ; ensuite, quand la crise s'est réinstallée, le chômage s'est développé, et ceux qui avaient des emplois non qualifiés, dont les immigrés constituaient les gros bataillons, ont été les premiers touchés. Le système, quoi qu'en disent ceux qui idolâtrent la croissance et les données macro-économiques, n'a pas de solution miracle à proposer : il gère la crise à court terme, tel un édifice qui tremble, et ce sont les éléments les plus fragiles qui tombent en premier.

Les descendants des immigrés représentent en partie ces éléments, regroupés dans les cités, où ils sont tiraillés entre les appels incessants à une consommation synonyme de statut social et une solvabilité déficiente par manque de revenu stable et conséquent. Que peut espérer cette population lorsqu'elle n'a que sa force de travail à vendre et que personne n'en veut ? — Rien, sinon ne plus être considérés comme des êtres humains, abandonnés à la justice criminelle, aux médias, aux religions, aux statistiques, à la politique, à la charité publique.

Que faire face à ce problème qui va en s'aggravant et qui n'est plus circonscrit aux descendants des immigrés ?

Des entreprises, que l'on supposait solides, ferment et leurs licenciés vont venir grossir les bataillons de chômeurs sans qu'aucune perspective réjouissante ne pointe à l'horizon. Petit à petit se dessine une situation effrayante, comme s'il y avait une population "en trop" dont aucun DRH n'aurait besoin. Une population dont les revendications reposent majoritairement sur l'argent et non sur une perspective politique. On idéalise plus un moyen de consommation qu'un bulletin de vote, mais si la démocratie est un droit reconnu, il ne vaut que si l'on en use efficacement.

Jean Le Rigolleur.

Cela fait douze ans, qu'à Louvain-la-Neuve, à l'initiative du Prof. Ph. Van Parijs, nous avons créé avec Yoland Bresson et quelques autres, le *Réseau européen pour l'allocation universelle* (Basic Income European Network = BIEN). Et nous avons rendu compte ici des colloques organisés par cette association maintenant mondiale. Universitaires, sociologues, économistes, politiciens, etc. y débattent tous les deux ans de la justification d'un revenu garanti, de ses aspects sociaux, philosophiques ou éthiques, et, ce qui y fait couler le plus d'encre, de la possibilité de le financer dans notre système, donc par l'impôt.
Tout ceci n'avait guère eu d'écho jusqu'à maintenant en France.
Et voici que le 12 janvier dernier, le Parti communiste a ouvert dans ses locaux parisiens un débat sur ce thème, animé par Jacques Nikonoff, à partir de trois textes dont Jean-Pierre Mon fait l'analyse critique :

Pour ou contre le revenu garanti

par Jean-Pierre Mon

Dés l'origine, nous avions insisté sur la différence entre des miettes redistribuées pour permettre au système de perdurer et le véritable partage des richesses que présenta J.Duboin sous le terme de *revenu social* dans ses propositions d'une économie distributive ; il s'agissait pour lui d'organiser le partage des richesses produites tous ensemble, sans exclusion. Alors que dans le système actuel, il ne peut s'agir que d'organiser une aumône, qui enlèverait aux exclus le droit de se plaindre (ce que M-L Duboin avait résumé dans son intervention au premier colloque de BIEN (septembre 1986) par l'expression lapidaire :*«Be fed and shut up !*[1]»), tout en permettant à la marchandisation du monde de poursuivre ses ravages, sans état d'âme. En France, Y.Bresson s'est fait le champion de ce revenu d'existence par REdistribution et donc du calcul de son montant en fonction des impôts ou taxes nécessaires. Au début il était question d'atteindre progressivement, en cinq étapes d'un an, la somme mirobolante de 1.500 F par mois. Plus récemment (août 2000), Y. Bresson estimait à 4.000 F (610 euros) le montant d'une allocation universelle «*suffisante au départ*» *pour libérer de l'obligation de travailler afin d'obtenir des revenus complémentaires…*
Qu'en pensent les marxistes ? Passons en revue leurs trois points de vue exprimés : le premier soulève de sérieuses réserves, le second est systématiquement contre et le dernier, plutôt pour.

1. en Français : *Bouffe et tais-toi !*

1 - "*Quelques considérations sur les illusions de l'allocation universelle*".

Ce premier texte est de Liêm Hoang-Ngoc, Maître de conférences à l'Université Paris I et secrétaire général du club Démocratie-Égalité, et il a l'avantage d'être particulièrement bref et précis.
Il commence par un rappel des arguments en faveur de l'allocation universelle ou revenu de citoyenneté, ou revenu d'existence :

«Le travail ne peut plus être le vecteur de l'intégration sociale parce que la croissance n'est pas souhaitable sauf dans le cadre d'un développement durable et elle ne crée plus suffisamment d'emplois.
«Les critères d'une gestion efficiente de l'économie marchande sont nécessairement aliénants et ne contribuent pas à libérer l'Homme. L'allocation universelle permet de réduire l'exclusion inhérente à ce modèle économique.
«L'allocation universelle-revenu de citoyenneté est le préalable à l'abolition du salariat. Elle permet de solvabiliser les activités citoyennes, associatives et émergentes, notamment dans l'économie solidaire, composée en grande partie par la sphère des activités non-monétaires (SEL…).
«L'allocation universelle est chez certains auteurs la contrepartie d'un nouveau statut, celui de l'actif se substituant au salarié. On trouve ces arguments aussi bien à la gauche de la gauche que chez les verts ou à la droite du PS.»
Dans une deuxième partie, Liêm discute ces arguments dans une optique précise, celle *«du socialisme ou du contrôle démocratique de la production et de la répartition des richesses»*. Dans ce cas, *«la croissance crée deux fois plus d'emplois que durant les Trente glorieuses. Orientée correctement vers les biens collectifs, elle n'est pas nécessairement destructrice d'environnement ».*
Mais, ajoute-t-il, *«Le préalable à l'abolition du salariat est la prise de contrôle par le salariat de la production et de la répartition des revenus dans la sphère de la production, c'est-à-dire dans l'entreprise, lieu de création de plus-value par excellence* […] *Ce qui pose les problèmes de l'extension des droits des salariés, de la démocratie d'entreprise et des moyens institutionnels d'y parvenir. Encore faut-il penser que les travailleurs soient capables de transformer l'économie marchande elle-même. Car la question sous-jacente est au fond la mise en cause du régime de droits de propriété capitaliste caractérisé par la tyrannie de l'actionnaire.»* Or qui remet en cause cette suprématie de l'actionnaire ? Sûrement pas,

note-t-il, les adeptes des SEL et autres expériences d'échanges de savoirs car il voit que cette économie non-monétaire est la solution de repli de ceux qui estiment qu'il est «*impossible de modifier les critères de gestion dans l'économie.*» La preuve en est que ces «*partisans de l'économie solidaire admettent que leurs expériences, si elles étaient solvabilisées*» (!?) devraient «*pouvoir fonctionner sur le mode de l'économie marchande banalisée*.»

Il a soin d'avertir qu'il faut bien se garder de confondre ce débat autour du revenu garanti, qui serait versé à tous et de façon inconditionnelle, avec, par exemple, la demande de revalorisation des minima sociaux, dont l'objectif est de réinsérer les exclus par le travail.

Son objection principale contre une allocation universelle est qu'elle permettrait de mettre à l'écart ceux qui ne vivraient pas dans la sphère marchande «*détournant les militants du socialisme, du combat démocratique pour la maîtrise de la production et de la répartition des richesses*».

Pour lui «*l'allocation universelle-revenu de citoyenneté risque de n'être qu'une version déguisée de l'impôt négatif libéral préconisé par Milton Friedman. Une telle mesure permettrait de lever les "rigidités du marché du travail", autrement dit les allocations chômage et le salaire minimum, qui entravent la flexibilité de ce marché*». C'est donc "Be fed and shut up" : il nous rejoint sur cette critique de l'allocation **dans** le système actuel.

2 - *"Un revenu d'existence monétaire et d'inexistence sociale"*

Le titre du second texte, dù à Jean-Marie Harribey, Professeur de sciences économiques et sociales à l'Université Bordeaux IV, indique très clairement le parti-pris de l'auteur. Son long article est bien documenté mais il est désagréable à lire à cause des affirmations péremptoires, voire méprisantes et des jugements sans appel qu'il contient. L'introduction donne le ton : « *Les discussions sur le revenu d'existence ont perdu aujourd'hui une part de l'âpreté qu'elles avaient il y a cinq ou dix ans. Essentiellement car le contexte a changé : la donne économique et politique et les rapports de forces se sont modifiés. Cela a disqualifié un grand nombre d'analyses dont le fondement était fragile pour ne pas dire inconsistant*» Quelle donne économique ? Le chômage et la pauvreté auraient-ils disparu ? Quels rapports de forces ? La financiarisation du monde ne règnerait-t-elle plus ?

Dans une première partie Harribey s'interroge sur «*les justifications éthiques du revenu d'existence*» pour conclure que «*sur le plan de la philosophie politique, l'argumentation en faveur de l'allocation universelle est peu satisfaisante* […] *Il faut donc examiner l'autre versant des justifications qui surdétermine le premier : c'est celui qui concerne* […] *la place accordée au travail dans la société aujourd'hui*».

Nous y voilà ! Et ceci fait l'objet de toute la deuxième partie de l'article et cet idéologue du travail de la fin du XIXème siècle s'en donne à cœur joie. Petit florilège : «*ceux qui ont soutenu l'idée de la fin du travail ont commis une cascade d'erreurs* […] *ils ont confondu les diverses acceptions du mot travail ;… la montée du chômage était vue comme la résultante naturelle, normale et inéluctable de l'évolution technique* […] *aux yeux de ses partisans, c'est le recul du travail dans la production de richesses et de valeur* […] *L'affirmation selon laquelle "il n'existe plus de rapport clair entre la quantité de travail dépensée, les quantités produites et leur valeur" (Caillé) ne veut rien dire* […] *Mais, comme l'ensemble de la production ne relève pas – on en est sans doute très éloigné – de l'automatisation complète et donc* (!?) *de l'abondance et de la gratuité, la lutte continue pour l'appropriation de la valeur créée par le travail, celui-ci étant loin d'avoir disparu dans le monde* […] *L'argument selon lequel l'allocation universelle se justifierait par le fait que le travail aurait cessé d'être productif est donc dépourvu de sens*». Mais où donc J.M. Harribey a-t-il pêché que les tenants de l'allocation universelle ont déclaré que le travail avait cessé d'être *productif* ?

Et il continue : «*Il y a pire : consciemment ou non, les partisans du revenu d'existence entrent dans le jeu de l'idéologie de la marchandisation*». Bien entendu, Le Professeur Harribey est fortement opposé à "l'économie solidaire" qu'il qualifie de «*nouvelle utopie social-libérale*».

Sa conclusion rejoint la précédente : «*Ne nous y trompons pas, le débat sur le revenu d'existence ou ses différentes variantes vise à évacuer un autre débat plus important : comment redéfinir des normes d'emplois décentes ? In fine, comment améliorer le rapport de forces en faveur des salariés pour recommencer à penser un après-capitalisme ?*» Magister dixit[2] !

3 – *Pour un revenu d'existence.*

Le troisième texte, proposé par l'écrivain Arnaud Spire, est un plaidoyer en faveur du revenu d'existence. Dans son introduction, après les considérations habituelles sur les méfaits de la mondialisation libérale, l'auteur se réfère à la *Critique du programme de Gotha* (1875) dans laquelle, d'après Marx, la mise en application du principe «*de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins*» ne pourrait se faire que si un «*certain nombre de conditions étaient remplies telles que la disparition de "l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel", et la transformation du travail en un "besoin vital", société d'abondance, élévation historique de la valeur de la force de travail entraînant la disparition de la forme classique du salaire*». Mais, le processus n'étant pas qu'économique, Arnaud Spire veut surtout s'intéresser à «*ce que peut signifier – en tant que "métamorphose de l'être*

2. Magister dixit = «Le Maître l'a dit !» Ce sont les paroles sacramentelles par lesquelles les scolastiques du Moyen âge prétendaient citer comme un argument sans réplique l'opinion du maître (Aristote), à l'instar des disciples de Pythagore.

social" – la création d'un revenu d'existence». Dans le contexte actuel de marchandisation généralisée du monde il pense qu'il faut discuter *«la question d'une rémunération de la force de travail en séparant* [...] *le revenu nécessaire à l'existence des êtres sociaux du travail concret effectué par chaque individu»*.

Ses références en la matière semblent se borner *«aux propositions de Yoland Bresson, économiste à l'Université Paris XII, sur "l'instauration d'un revenu inconditionnel et universel dès la naissance". Cet outil (non unique) de répartition des richesses permettrait une réduction rapide de l'exclusion et des déséquilibres économiques* [...] *Il pourrait modifier la relation de l'être humain au travail en offrant à l'individu la possibilité de disposer plus librement de lui-même, tout en restant profondément solidaire de ses semblables»*. Mais, se demande-t-il, *«est-ce qu'à terme, le revenu d'existence pourrait libérer les hommes et les femmes des aliénations qu'engendre le travail dans la conception actuelle du salariat où la reconnaissance est fondée essentiellement sur l'exploitation, et donc sur la concurrence, la compétitivité et sur les conflits interindividuels ?* [...] *Bien évidemment, l'idée d'instituer un revenu social détaché de la conception actuelle du travail implique que l'on ne le conçoive pas, de façon très libérale, comme un revenu minimum*[3] *ou des primes nivelant par le bas la valeur et le prix de la formation et de l'emploi* [...] *Il faut en débattre en sortant de la perspective "productiviste" d'économies à réaliser sur le travail, et aussi en déconstruisant l'illusion de "la fin prochaine du travail"»*

Il conclut sur un constat et un espoir : *«Déjà, deux mondes du travail s'opposent : un monde qui doit disparaître avec ses organisations rigides et hiérarchiques et ses derniers chevaux de Troie en date que sont la flexibilité, le travail partiel, et surtout les licenciements, en particulier boursiers ; et l'autre monde, celui de la satisfaction progressive des besoins (et donc l'instauration d'un revenu d'existence), de l'épanouissement dans le travail et du développement durable de l'intelligence et des capacités créatrices de chaque individu et de son lien avec le travailleur collectif»*. On le voit, Arnaud Spire s'approche de nos réflexions, alors qu'il ne les a probablement jamais lues puisqu'il n'y fait pas allusion.

3. ce qui correspond aux calculs de Bresson. En économie distributive, et comme l'imagine aussi André Gorz, le revenu social serait optimum et non minimum.

Trop légers ou mal informés ?

Il est tout de même surprenant de remarquer qu'aucun de ces trois auteurs, même s'ils sont indubitablement marxistes, ne fasse référence aux travaux de Jacques Duboin, pourtant l'un des pionniers du revenu garanti. Et qu'aucun ne fasse référence aux travaux internationaux, pour la plupart universitaires, réunis et publiés pendant seize ans par BIEN !

On l'a vu, les objections que soulèvent les opposants d'une allocation universelle ne valent que parce qu'ils l'envisagent dans le système actuel. Elles ne concernent donc pas le "revenu social" tel que l'a envisagé J. Duboin et tel qu'il a été adapté (par M-L. Duboin et son "contrat civique") au fonctionnement d'un État moderne décentralisé pour y instaurer une véritable démocratie en économie. Mais ces propositions ne sont pas des rustines pour aider le système à perdurer, elles se situent bien au delà des réformettes socio-démocrates...

En ce qui concerne une éventuelle "fin du travail", la citation suivante me paraît bien la résumer : *«C'est une société de travailleurs que l'on va délivrer des chaînes du travail et cette société ne sait plus rien des activités hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté.»* Elle est d'Hannah Arendt et figure dans un numéro spécial de la *GR*, celui de décembre 1997, intitulé *"La fin de **quel** travail ?»* Quelques exemplaires en sont encore disponibles, il est si intéressant que nos auteurs ne perdraient rien à le lire.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

A.Halphen 16,8 – Mme Lachapelle 18,53 – J.L. Lenclos 11,8 – C. Marthey 13,6 – Mme Massat 23,6 – Mme Meegens 18,6 – Y. Orengo 1,8 – M. Peron 28,6 – M. Pommier 4,6 – J. Renon 7,5 – J. Rocroy 23,53 – J. Simonet 3,6 – B. Simonnet 8,6 – R. Cerison 18,6 – J. Chauvin 16,6 – M. Coty 24,6 – G. David 28,6 – J. Duray 8,6 – Mme Eisler 8,6 – J. Touraine 8,53 – P. Bertrand 28,6 – Mme Lescure 40,6 – P. Vincent 8,50 – R. Béné 26,6.

Total 399,59 euros ***Merci à tous !***

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).

Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est clairement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne, à droite. Pour ne pas les bousculer... et pour nous éviter l'envoi d'une lettre de rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs fois après cette échéance. Nous les remercions d'en tenir compte, soit pour nous régler à temps, soit pour nous prévenir s'ils ne souhaitent plus recevoir le journal.

Questions aux candidats

Une question que je pense primordiale est celle qui se pose en amont de tous les problèmes, l'Education, pour que ceux qui en ont la charge dans les écoles, mais aussi dans les familles, aient des attitudes proactives et non réactives. La première se pratique par la force tranquille pour construire l'estime de soi de chacun et donc le respect pour soi-même pour pouvoir le donner à autrui. Que les adultes de demain puissent avoir envie d'être responsables de leur propre comportement, d'être honnêtes et réfléchir afin d'être conscients de leur propre pouvoir pour améliorer les choses, que ce soit sur le plan social et/ou économique. Mais ces attitudes peuvent s'apprendre même si actuellement la tendance semble être diamétralement opposée. L'approche de Jeremy Mosley répond à beaucoup de ces questions.

E.G., Pornichet

Réponse. Questions d'autant plus importantes qu'elles construisent l'avenir, alors que l'éducation reflète cette société conditionnée pour inciter le citoyen à consommer, sans réfléchir. L'affaire est d'autant plus mal partie que la formation est une des cibles de l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS, voir *GR* N°1005). Et le risque est d'autant plus grand qu'il est facile aux candidats de faire sur le sujet de belles déclarations car ces marchandisations rampantes se font en douce. Il leur faudrait donc beaucoup de vigilence et de détermination, voire d'abnégation, pour les empêcher …

* * *

Ce qui me surprend le plus, ce ne sont pas tant les énormités venant de l'extrémiste bien connu qu'est M. Lavie, mais de votre absence totale de réaction… à aucun de ses articles, contrairement à votre réplique immédiate de trois pages, dans le n° 1017, à celui de J-C. Pichot, parce que ce dernier ne semble pas partager l'antiaméricanisme primaire de nombre d'entre vous à la G.R.…En réalité, tous ces contempteurs, tels que M. Lavie, de la propriété privée des Autres (pas la leur, bien sûr…) et négateurs du mérite personnel (des autres, toujours…) sont motivés, à l'évidence, par les seuls et mêmes sentiments : l'Envie et la Jalousie. Car, de tout temps, le "fainéant-bon à rien" a refusé ce que le "talentueux-travailleur" avait acquis par son mérite et son labeur, se disant : «Pourquoi lui a, et pas moi?Il faut lui confisquer ce qu'il possède, car il ne l'a pas mérité plus que moi, qui n'ai rien…» C'est exactement ce même discours que tenait, il y a plus d'un siècle, l'anarchiste Ravachol, avant d'assassiner un vieillard pour le voler, au nom du refus de la propriété.

J.B., Paris

* * *

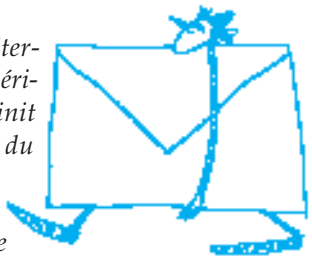
J'enfonce une porte ouverte en disant qu'une économie distributive responsable (pléonasme) ne peut se concevoir que dans l'abolition de la propriété et la stricte égalité des revenus (avec réduction de la durée de travail pour les inévitables emplois salissants, pénibles, voire dangereux). Mais cela nécessite d'avoir fait un énorme effort de réflexion pour s'affranchir des préjugés enseignés et d'une manière générale de tout ce que l'on a appris ou qui circule dans l'opinion publique, en les soumettant au filtre de la raison pour n'en conserver que ce qui est vraisemblable à l'esprit scientifique, donc critique…

Ne pas suivre J-C Pichot quand il soutient primairement… l'insoutenable: «lorsque les armées américaines tuent des civils naturellement innocents, ce n'est pas intentionnel», dans GR 1017, où je relève également dans le courrier (de O.G., Paris): «Le respect de toutes les croyances impose qu'on ne parle d'aucune et c'est cela la laïcité». Or le silence c'est le mépris, en l'occurrence, et une authentique laïcité constructive (respectant donc toutes les croyances) implique au contraire que l'on cesse de se cantonner au statu quo de l'Histoire des religions et que l'on débatte objectivement, dès la Maternelle, de toutes les religions sans exception, dans tous leurs aspects, des plus apparents aux plus fondamentaux, afin d'éclairer l'esprit.

J.B., Bordeaux

* * *

Grand merci à Roland Poquet pour son point (GR 1018)… J.Duboin voyait les richesses terrestres enfin faciles à capter. La ressource naturelle, en fait servie gratuite et agrémentée de l'énergie solaire appropriée, devenait l'atout d'évolution de notre planète, vouée tôt ou tard à l'abondance pour nous-autres humains, trop longtemps menacés par les brutalités bibliques et la pénurie agricole. Grâce à trois siècles de découvertes scientifiques et sociales, nos sociétés techniques sont pleines de génies : mécaniques, électriques, nucléaire, informatique et enfin biologiques en tout genre. Le pouvoir humain (au Nord) nous permet de nous civiliser presque à volonté, ou de détruire nos voisins. C'est que la vieille paranoïa de rats-de-caverne héritée des prédations néolithiques, méditerranéennes puis impérial-coloniales ne finit pas bien. Faute du recul civilisateur, les monopoles barbares de gaspillage et de surproduction mondialisée prétendent gérer une "croissance" laide et polluante, qui a maintenu les G7-G8 dans un solipsisme Orwellien. En face on a encore des voix de poètes, une misère catastrophique, et le peu effectif tamtam de Porto Alegre. Alors ?



J. Généreux nous avertit de ne plus jamais confondre Finance avec économie, ni croissance avec développement. Les SEL sont partout dans les sociétés autarciques pauvres, mais pourrons-nous les adapter au foisonnement bénéfique d'une bonne mondialisation ?

Le problème à résoudre, c'est la représentation des échanges économiques (biens et services) légaux par un système monétaire fidèle à cette réalité mesurable. Techniquement il faut rendre le crédit de consommation non-convertible et non-thésaurisable, mais permettre le travail et la production innovante (et civilisée : recherche, arts et lettres, pensée conviviale) les plus simples et les plus libres possible. Je crains de différer légèrement des projets de J. Robin et P. Viveret, qui prônent une monnaie particulière pour cette consommation (on le voit avec nos centièmes d'Euros, la monnaie faible chasse la forte : nous voilà empêtrés de mauvais alliage noircissant).

Il est certainement possible au système bancaire français de distinguer comme pour la TVA les achats de consommation vitale de tous les autres transferts de crédit, en laissant libre au maximum le système de choix-concurrence positif qui a fait le développement au Nord.

J'ai trouvé dans H. C. Douglas la critique du système de dette nationale prélevée sur les revenus de production, dans J. Duboin la sensibilité et la vision d'une économie libérée; dans K.Galbraith, l'optimisme contre son propre capitalisme… et dans R.Passet la meilleure analyse des perverses illusions néo-libérales. Vais-je trouver dans Plihon des recettes pratiques ?

Essayons de forcer nos batteurs d'estrade à mettre le crédit réel au service de notre société française, avant de mettre 25-35 nations européennes dans l'actuelle galère de Maastricht-Francfort. On pourra alors apprendre à nos voisins à garder leurs patrimoines culturels tout en leur offrant les clés d'un vrai développement.

P.V., Issy-les-Moulineaux

L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place… mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement.
Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services mis en vente.
Ce *"revenu social"* est versé en *"monnaie de consommation"* et permet au consommateur de choisir ses achats.
Cette réforme fiscale rend tout impôt inutile .

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine.
Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extention et ses perfectionnements) revêt la forme d'un *"service social"* accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les compléte de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car
pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **KOU, L'AHURI**
  ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE**.
  Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.
  (prix 9,90 € franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**.
  Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour expliquer à l'aide d'exemples les mécanismes de l'économie proposée et pour montrer ce qu'elle apporte à la société.
  (16,70 € franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**.
  Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.
  (3,80 € franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
  Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.
  (3,80 € franco).

- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple
N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?
N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?
N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,
N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).

on peut les commander au journal, BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.

TARIF DES ABONNEMENTS POUR UN AN (11 numéros) :

France (régime intérieur pour la Poste)	21,47 €.
ou abonnement de soutien (soit deux exemplaires)	38,20 €.
DOM	23,45 €.
TOM	26,20 €.
Extérieur, suivant les zones de la Poste :	
Zone 1 (Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Luxbg)	25,27 €.
Zone 2 (Espagne, Grande-Bretagne, Suisse)	24,92 €.
Zone 3 (Canada, États-Unis)	27,12 €.
Zone 5 (Amérique du Sud)	28,97 €.

RÈGLEMENTS : *à l'ordre de* **La Grande Relève**

par CCP :
N° 13 402 39 M Paris
par mandat international
IBAN = **FR 46 30041 00001 13 402 39 M 020 88**
par mandat ou chèque bancaire :
BP 108
78115 LE VÉSINET Cédex

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

•

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN
Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER
Impression : ARTIS *Diffusion : NMPP*
Commission paritaire N° 57434 - ISSN : 0398-2076

•

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone, *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures*, : 01 30 71 58 04
Fax : 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/